



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 134 – 4^e trimestre 2007

SOMMAIRE

<i>Methodologie</i>	4
<i>1. Synthèse</i>	6
<i>2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit</i>	10
<i>3. Les actifs financiers de la clientèle non financière</i>	11
<i>Les placements des ménages</i>	12
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	13
<i>4. Les passifs financiers de la clientèle non financière</i>	14
4.1 <i>Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	14
<i>L'endettement des ménages</i>	15
<i>L'endettement des entreprises</i>	16
4.2 <i>Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	17
<i>5. Risques sectoriels</i>	18
<i>6. Rappel des taux</i>	20
6.1 <i>Taux réglementés</i>	20
6.2 <i>Principaux taux de marché</i>	20
6.3 <i>Taux de l'usure</i>	20
<i>7. Monnaie fiduciaire</i>	21
7.1 <i>Emission mensuelle de billets euros</i>	21
7.2 <i>Emission mensuelle de pièces euros</i>	21

MÉTHODOLOGIE

1. Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'Iedom auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (6 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 14 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

2. Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des établissements extérieurs.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3. Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des EC.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des Dépôts et Consignations, l'Agence Française de Développement, Dexia-Crédit Local de France, le Crédit foncier de France, la Caisse d'Aide sociale de l'Education nationale (CASDEN-Banque Populaire) et la Banque Européenne d'Investissement.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des « EI » ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

4. Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits (dans les DOM) par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit. Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'IEDOM sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

1. SYNTHÈSE

1. Evolution conjoncturelle

La fin de l'année 2007 se caractérise par de réelles incertitudes sur la conjoncture économique et financière mondiale, conséquence de la crise des subprimes qui frappe les Etats-Unis depuis la mi 2007. La remontée des taux à partir de juin 2003, a conduit à un accroissement des défaillances et des saisies immobilières chez des emprunteurs peu solvables ayant eu accès à des crédits intermédiés à taux variable, distribués massivement par des acteurs non régulés.

Les prémices d'une crise financière mondiale se sont confirmées avec les annonces successives de dépréciations d'actifs et des pertes liées à la crise des subprimes dans les principales banques mondiales.

Face à l'incertitude pesant sur la qualité et la valorisation des actifs de leurs contreparties aux crédits subprimes, le secteur bancaire a dû faire face à une réelle crise de confiance qui s'est manifestée par des tensions sur le marché interbancaire. Les besoins de liquidités ont pu être satisfaits par une intervention conjointe des banques centrales qui ont injecté massivement des liquidités sur le marché monétaire, entraînant des tensions sur les taux courts.

Parallèlement, face à l'amplification des tensions sur les marchés financiers et des craintes de contagions de la crise financière sur la sphère réelle, le Comité monétaire de la réserve fédérale américaine (FED) a abaissé à deux reprises son principal taux directeur en l'espace d'une semaine en le portant successivement à 3,50 % le 22 janvier puis à 3 % le 30 janvier. Ces décisions sont intervenues dans un contexte économique en dégradation, confirmé par l'annonce en fin d'année 2007 d'un vaste plan de relance de l'économie américaine.

De son côté, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a maintenu le taux de soumission minimal à un niveau inchangé, soit 4 % depuis juin 2007, en mettant l'accent sur l'orientation à la hausse des risques pesant sur la stabilité des prix sur le moyen terme, dans un contexte de forte croissance de la masse monétaire et du crédit.

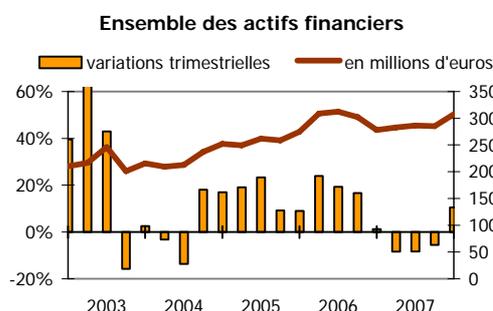
Des craintes persistent sur la santé financière des établissements financiers et les publications de résultats en début d'année 2008 permettront de chiffrer plus précisément l'impact de cette crise. Par ailleurs, des incertitudes sur le marché du crédit demeurent d'actualité dans un contexte économique et financier mondial fragile.

1.1 Les actifs financiers

Au 31 décembre 2007, l'encours global des actifs financiers recensés à Mayotte s'élève à 307,4 millions d'euros, en hausse de 10,5 % en glissement annuel (après + 1,2 % l'année précédente). Cette augmentation est imputable aux actifs détenus par les sociétés et les ménages (soit respectivement + 26,8 % et + 15,8 %).

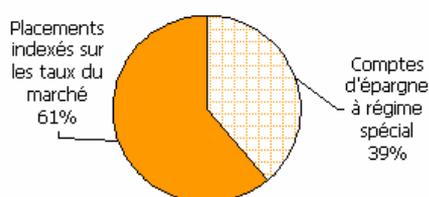
Les actifs financiers sont composés à 51,7 % de dépôts à vue, à 35,5 % de placements liquides ou à court terme et 12,8 % d'épargne à long terme.

Dans le détail, l'épargne à long terme a progressé de 8,5 % en un an et les dépôts à vue ont connu une croissance rapide (+ 18,2 % en un an). En revanche, les placements liquides ou à court terme n'ont que légèrement augmenté (+ 1,5 %).

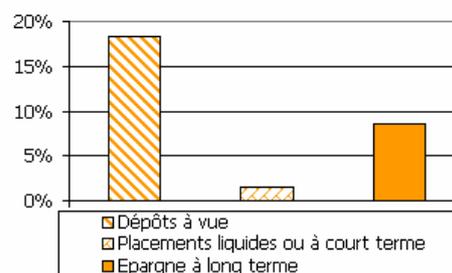


Les placements liquides ou à court terme¹ s'établissent à 109,0 millions d'euros (soit 1,6 million supplémentaire en un an).

Structure des placements liquides ou à court terme

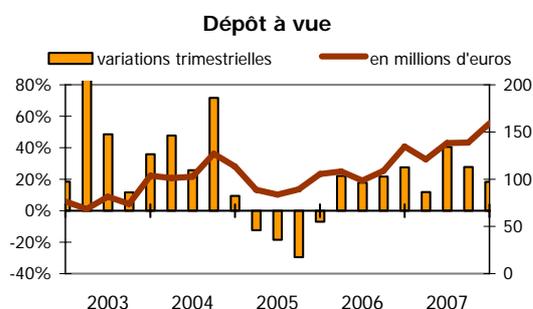


Structure des actifs financiers



Cette tendance est liée à l'évolution des comptes d'épargne à régime spécial (+ 4,1 % en glissement annuel, soit un gain de 1,7 million d'euros en un an), qui représentent 39 % du total des placements liquides ou à court terme ; alors que les placements indexés sur les taux du marché sont restés stables sur un an (- 0,1 %).

Au 31 décembre 2007, l'encours des dépôts à vue s'élève à 159,0 millions d'euros, en hausse de 18,2 % sur un an (soit 24,5 millions d'euros en plus) contre + 14,5 % l'année précédente. Cette nouvelle progression concerne les sociétés (+ 41,5 % sur un an ; soit 20,5 millions d'euros en un an) comme les ménages (+ 13,2 %, soit + 6,7 millions d'euros). Par contre, les « autres agents » ont vu leurs dépôts à vue se contracter, après délocalisation de ceux-ci sur la métropole.

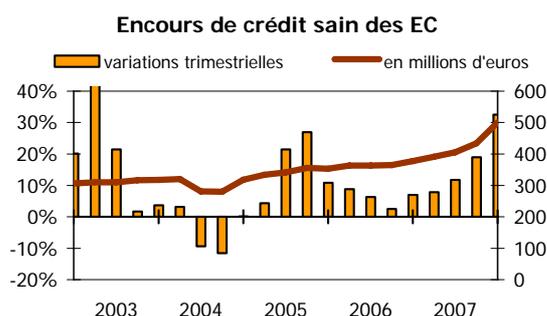


L'encours d'épargne à long terme s'élève à 39,3 millions d'euros, en hausse de 8,5 % sur un an (soit 3,1 millions d'euros supplémentaires).

L'épargne à long terme détenue par les seuls ménages, qui représente les deux tiers du total de l'épargne, enregistre une hausse de 14,6 % en un an, (soit + 3,3 millions d'euros). Concernant l'épargne à long terme des autres agents (33,8 % de l'épargne total) qui s'élève à 13,3 millions d'euros, elle n'a connu aucune évolution significative depuis juin 2006.

1.2 Les passifs financiers

Le total des passifs financiers distribués par les établissements de crédit (toutes zones confondues) s'inscrit en forte hausse au 31 décembre 2007. En effet, l'encours global de crédit atteint 517,2 millions d'euros, en progression de + 23,4 % en glissement annuel après + 23,8 % l'année antérieure.



Les créances douteuses brutes ont fortement diminué à la fin de l'année 2007 (- 59,2 % sur un an ; soit 24,8 millions d'euros en moins). Le taux de créances douteuses s'élève, désormais, à 3,3 % (contre 8,1 % un an auparavant). Le reclassement en encours sains des crédits portant sur certaines contreparties explique que les créances douteuses brutes se soient allégées de 28,4 millions d'euros entre septembre et décembre 2007.

¹ Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (notamment : livrets ordinaires, livrets d'épargne populaire, comptes d'épargne logement, CODEVI) et les produits indexés sur le taux du marché monétaire (notamment : comptes créditeurs à terme, OPCVM monétaires).

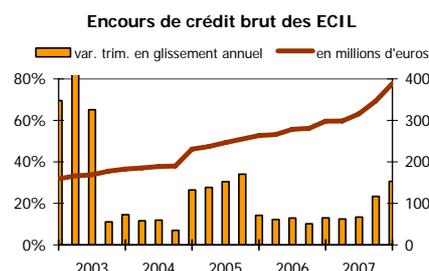
Les entreprises, principales bénéficiaires des concours octroyés dans la Collectivité (44,0 % du total), affichent une augmentation spectaculaire à fin décembre 2007 (+ 40,7 % ; soit 65,8 millions d'euros supplémentaires en un an). Cette progression s'est réalisée principalement au cours du quatrième trimestre 2007 et s'explique en partie par le reclassement de créances douteuses en encours sains (notamment en crédits à l'équipement et crédits immobiliers).

L'encours total en faveur des ménages a également progressé sur un an (+ 28,7 % en glissement annuel, après + 14,0 % l'année antérieure) et atteint 170,6 millions d'euros. Le marché du financement de l'habitat des ménages qui s'élève à 76,1 millions d'euros, est en pleine expansion avec une variation de + 28,7 % en glissement annuel après + 20,2 % à fin décembre 2006. Les crédits à la consommation suivent la même tendance puisqu'ils ont progressé de + 29,8 % en un an.

L'encours aux collectivités locales, qui s'élève à 84,4 millions d'euros, enregistre une hausse de 10,7 % sur un an.

L'encours global de crédits consentis par les établissements de crédit installés localement (ECIL) s'établit à 388,8 millions d'euros (+ 30,6 % en glissement annuel, après + 13,0 % l'année précédente).

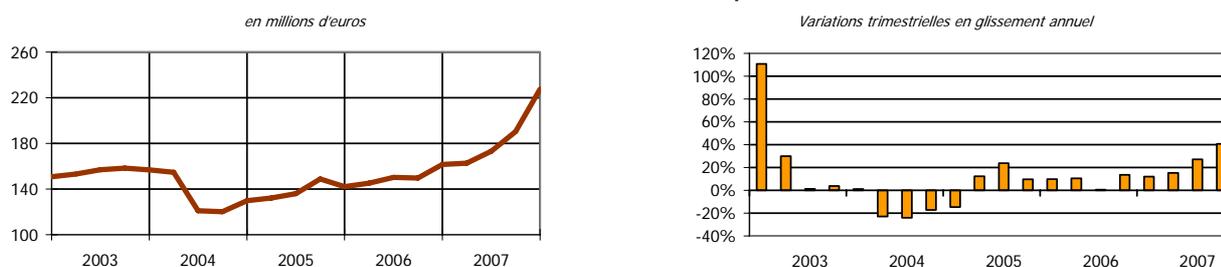
L'encours sain progresse au même rythme que l'encours total (+ 30,1 % en un an). En outre, il convient de préciser que le taux de créances douteuses s'élève, pour les ECIL, à 4,3 % (contre 3,9 % l'année précédente). Même s'il progresse légèrement, son niveau reste particulièrement modéré.



Les entreprises, qui représentent presque la moitié du total des encours, sont les principaux débiteurs des établissements de crédit locaux. En effet, leurs encours totaux s'accroissent de 29,3 % en un an, pour atteindre 170,8 millions d'euros.

Composés à 90,3 % de crédits à l'équipement et à 9,7 % seulement de crédit-bail, les crédits d'investissement affichent une progression en glissement annuel de 22,4 %, pour s'établir à 118,3 millions d'euros à fin décembre 2007.

Encours de crédit aux entreprises



Par ailleurs, les crédits d'exploitation des entreprises (dont 44,2 % de crédits de trésorerie et 39,5 % de comptes ordinaires débiteurs) enregistrent une forte hausse, de 33,6 %. Enfin, les crédits immobiliers des entreprises, qui ont doublé en un an, s'élèvent désormais à 15,5 millions d'euros.

Après les entreprises, les ménages constituent les deuxièmes débiteurs des établissements de crédit locaux (46,1 % du total). A fin décembre 2007, les crédits accordés aux ménages, qui s'élèvent à 170,6 millions d'euros, s'inscrivent en hausse de 28,7 % sur un an (soit 38,1 millions d'euros supplémentaires).

Cette augmentation est en partie imputable aux crédits les plus souscrits par la clientèle des particuliers des ECIL, à savoir les crédits à la consommation (+ 29,8 % ; soit 21,7 millions d'euros supplémentaires en un an). Par ailleurs, le marché du financement de l'habitat est également en pleine expansion, avec une variation de + 28,7 % en glissement annuel (après 20,2 % en décembre 2006). Les crédits à l'habitat s'élèvent, ainsi, à 76,1 millions d'euros au 31 décembre 2007.

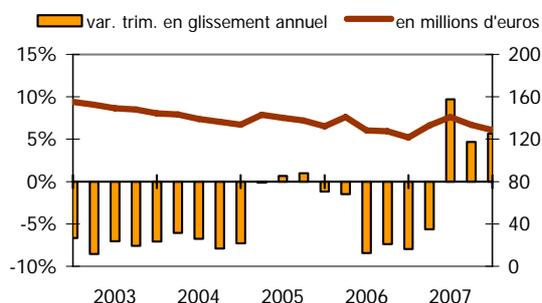
Au 31 décembre 2007, le total des concours consentis par les établissements de crédit non installés localement (ECNIL) s'élève à 128,2 millions d'euros (24,8 % du total des crédits accordés à Mayotte), affichant une progression de 5,6 % sur un an (mais une baisse de 3,7 % est à signaler entre septembre et décembre 2007, après - 5,2 % entre juin et septembre 2007). Malgré quelques à-coups, il convient de signaler la tendance générale de désengagement progressif des ECNIL à Mayotte, observée depuis fin 2002.

La répartition des encours s'est profondément modifiée : suite au reclassement de certaines créances douteuses brutes (- 30,4 millions d'euros au cours du quatrième trimestre 2007), les encours sains ont fortement progressé en un an (+ 40,1 %). Dans le même temps, le taux de créances douteuses brutes s'est réduit à 0,2 % (contre 24,7 % un an auparavant).

Les collectivités locales, qui représentent 45,3 % des encours totaux, sont les premiers débiteurs des établissements de crédit non installés localement. A fin décembre 2007, les crédits qui leur ont été accordés s'élèvent à 58,2 millions d'euros, en baisse de 3,5 %. Par contre, les crédits à l'équipement des collectivités locales, qui constituent 73,4 % des crédits consentis à ces derniers, augmentent de 4,2 % en un an pour atteindre 42,7 millions d'euros.

Les entreprises sont les deuxièmes débiteurs des ECNIL (44,1 % du total). Leurs encours totaux ont doublé en un trimestre, pour atteindre 56,7 millions d'euros à la fin de l'année 2007 : les crédits à l'équipement et immobiliers ont vu leurs encours s'accroître respectivement de 10,9 millions d'euros et de 17,6 millions d'euros suite au reclassement d'une partie importante des créances douteuses brutes.

Encours de crédit brut des ECNIL



2. Les risques recensés au SCR

A fin décembre 2007, l'encours des crédits aux entreprises de Mayotte recensés par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France atteint 300,6 millions d'euros, en hausse de 21,6 % entre septembre et décembre 2007. Ces crédits sont composés à 68,4 % par des crédits long terme et du crédit-bail, à 18,5 % par des engagements hors-bilan et à 13,2 % par des concours court terme. Le secteur des services occupe une place prépondérante (34 %) dans les financements octroyés par les établissements de crédit aux entreprises de la Collectivité, principalement en faveur de la promotion immobilière (soit près de 93,7 % des services et 33,6 % du total). Par ailleurs, les secteurs « Education-santé-action sociale » (15,2 % du total des risques recensés) et des administrations publiques (14,6 % du total) enregistrent une progression significative entre septembre et décembre 2007 (soit + 12,6 % pour le premier et + 21,2 % pour le second).

3. Perspectives

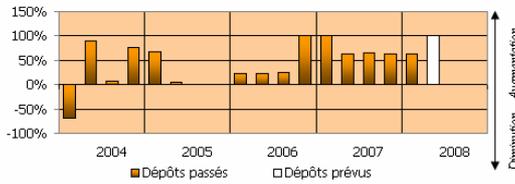
Selon les dirigeants des établissements de crédit interrogés par l'IEDOM, la collecte des dépôts reste toujours aussi dynamique au cours du premier trimestre 2008. Cette tendance devrait se poursuivre au cours du second trimestre de l'année 2008. Par ailleurs, il convient de noter qu'à la fin du premier trimestre 2008, le financement de l'habitat, la production des crédits d'équipement et d'exploitation en faveur des entreprises et à la consommation pour les particuliers conservent une orientation positive. Ces différents financements devraient être encore orientés à la hausse au trimestre prochain.

En terme de rentabilité, la progression du produit net bancaire reste toujours aussi importante alors que les commissions perçues par les établissements de crédit devraient se stabiliser au second trimestre 2008. Après une nette dégradation au cours du troisième trimestre 2006, les charges d'exploitation se sont stabilisées depuis la fin de l'année 2006, comme l'avaient anticipé les dirigeants des établissements de crédit.

Enfin, les établissements de crédit restent attentifs aux évolutions du climat social et à l'environnement économique et financier.

2. L'ENQUÊTE AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Collecte des dépôts

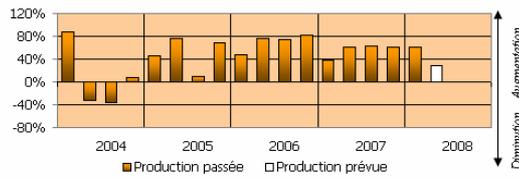


Soldes d'opinions des dirigeants
(BFCOI, BRED-BP, BR, CRCAMP, SOFIDER, SOREFI)

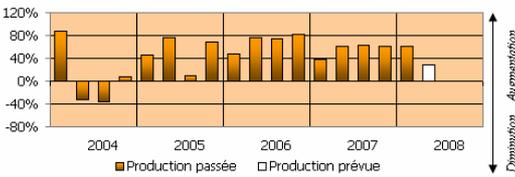
Crédits d'équipement aux entreprises



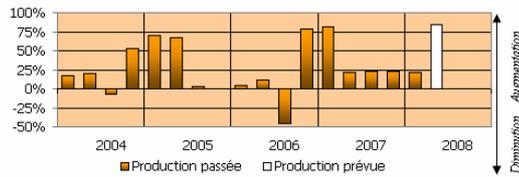
Crédits d'exploitation aux entreprises



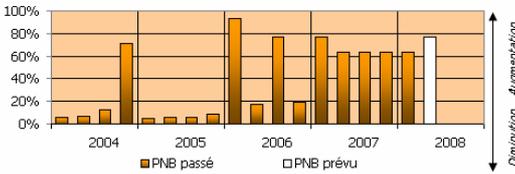
Crédits à l'habitat des particuliers



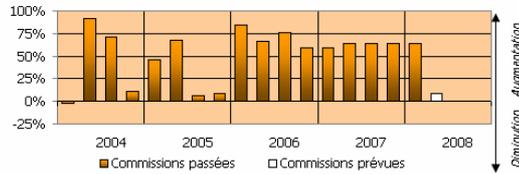
Crédits à la consommation des particuliers



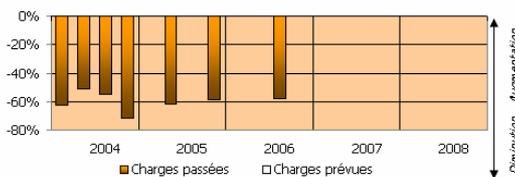
Produit net bancaire



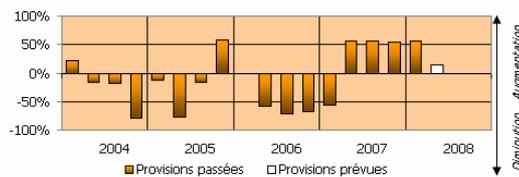
Commissions



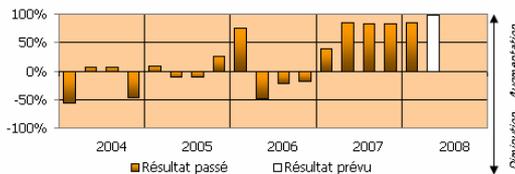
Charges d'exploitation



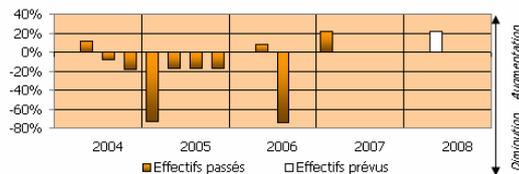
Coût du risque



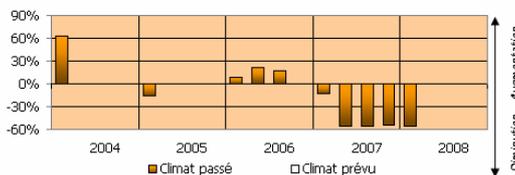
Résultat



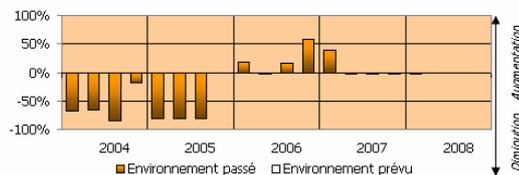
Effectifs



Climat social



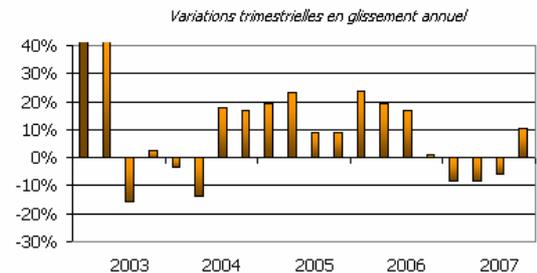
Environnement économique



3. LES ACTIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

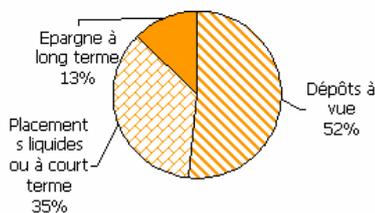
	Montants en millions au									Variations	
	31-déc.-02	31-déc.-03	31-déc.-04	31-déc.-05	31-déc.-06	31-mars-07	30-juin-07	30-sept.-07	31-déc.-07	1 an	1 trim.
Sociétés	56,541	66,619	46,139	70,200	66,860	77,127	72,442	70,506	84,757	26,8%	20,2%
Dépôts à vue	34,236	51,150	35,807	40,144	49,312	42,908	51,260	55,809	69,792	41,5%	25,1%
Placements liquides ou à court terme	22,305	15,469	10,262	29,923	17,200	34,071	21,051	14,564	14,813	-13,9%	1,7%
Comptes d'épargne à régime spécial										-	-
Placements indexés sur les taux du marché	22,305	15,469	10,262	29,923	17,200	34,071	21,051	14,564	14,813	-13,9%	1,7%
dont comptes à terme	16,779	4,938	3,039	8,115	8,954	4,636	5,503	6,876	3,976	-55,6%	-42,2%
dont OPCVM monétaires	0,934		0,010	1,071	2,610	2,042	2,140	1,364	1,458	-44,1%	6,9%
dont certificats de dépôts	4,5	10,439	7,000	20,372	5,100	26,830	12,550	5,466	8,521	67,1%	55,9%
Epargne à long terme			0,070	0,133	0,348	0,148	0,131	0,133	0,152	-56,3%	14,3%
dont OPCVM non monétaires				0,045	0,248	0,047	0,047	0,048	0,067	-73,0%	39,6%
Ménages	60,578	71,259	85,647	100,410	120,906	125,347	127,180	132,830	139,953	15,8%	5,4%
Dépôts à vue	26,815	28,999	33,081	37,403	50,551	49,213	51,815	52,793	57,248	13,2%	8,4%
Placements liquides ou à court terme	28,287	36,192	43,228	44,201	47,776	52,303	52,240	54,784	56,837	19,0%	3,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	22,281	27,419	33,571	37,041	38,859	38,700	40,422	39,413	40,934	5,3%	3,9%
Livrets ordinaires	21,923	26,547	32,051	35,011	36,616	36,345	37,959	37,135	38,552	5,3%	3,8%
Livrets A et bleus										-	-
Livrets jeunes		0,002	0,002	0,001	0,029	0,037	0,042	0,040	0,047	62,1%	17,5%
Livrets d'épargne populaire	0,008	0,008	0,009	0,010	0,019	0,021	0,010	0,009		-100,0%	-100,0%
CODEVI	0,028	0,047	0,068	0,055	0,076	0,096	0,092	0,077	0,104	36,8%	35,1%
Comptes d'épargne logement	0,322	0,815	1,447	1,964	2,119	2,201	2,319	2,152	2,231	5,3%	3,7%
Placements indexés sur les taux du marché	6,006	8,773	9,651	7,160	8,917	13,603	11,818	15,371	15,903	78,3%	3,5%
dont comptes à terme	5,382	2,908	3,411	2,866	4,665	8,083	6,906	10,714	11,512	146,8%	7,4%
dont bons de caisse	0,016	5,845	5,635	3,769	3,353	2,943	2,848	3,060	2,915	-13,1%	-4,7%
dont OPCVM monétaires	0,6		0,496	0,416	0,728	2,378	1,900	1,343	1,297	78,2%	-3,4%
Epargne à long terme	5,476	6,068	9,338	18,806	22,579	23,831	23,125	25,253	25,868	14,6%	2,4%
Plans d'épargne logement	3,93	5,616	7,810	9,731	10,449	10,863	11,159	11,365	11,724	12,2%	3,2%
Plans d'épargne populaire	0,089	0,407	0,360	0,349	0,281	0,282	0,261	0,261	0,271	-3,6%	3,8%
Autres comptes d'épargne	0,022	0,045	0,006	0,015	0,034	0,041	0,038	0,056	0,037	8,8%	-33,9%
Portefeuille-titres	0,439		0,626	0,514	0,536	0,542	0,402	0,441	0,323	-39,7%	-26,8%
OPCVM non monétaires	0,996		0,536	1,959	2,525	2,592	2,761	2,769	2,849	12,8%	2,9%
Contrats d'assurance-vie				6,238	8,754	9,511	8,504	10,361	10,664	21,8%	2,9%
Autres agents	93,166	77,706	120,337	104,178	90,387	80,242	87,017	81,681	82,668	-8,5%	1,2%
Dépôts à vue	15,347	23,631	44,613	27,956	34,632	28,945	35,287	30,244	31,997	-7,6%	5,8%
Placements liquides ou à court terme	42,127	41,250	42,051	61,231	42,480	38,024	38,456	38,164	37,397	-12,0%	-2,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,513	0,779	1,122	1,546	1,976	1,359	1,373	1,502	1,566	-20,7%	4,3%
Placements indexés sur les taux du marché	41,614	40,471	40,929	59,685	40,504	36,665	37,083	36,662	35,831	-11,5%	-2,3%
dont comptes à terme	29,764	39,874	40,254	59,020	39,445	35,473	35,805	35,301	34,461	-12,6%	-2,4%
Epargne à long terme	35,692	12,825	33,673	14,991	13,275	13,273	13,274	13,273	13,274	0,0%	0,0%
TOTAL	210,285	215,584	252,123	274,788	278,153	282,716	286,639	285,017	307,378	10,5%	7,8%
Dépôts à vue	76,398	103,780	113,501	105,503	134,495	121,066	138,362	138,846	159,037	18,2%	14,5%
Placements liquides ou à court terme	92,719	92,911	95,541	135,355	107,456	124,398	111,747	107,512	109,047	1,5%	1,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	22,794	28,198	34,699	38,587	40,835	40,059	41,795	40,915	42,500	4,1%	3,9%
Placements indexés sur les taux du marché	69,925	64,713	60,842	96,768	66,621	84,339	69,952	66,597	66,547	-0,1%	-0,1%
Epargne à long terme	41,168	18,893	43,081	33,930	36,202	37,252	36,530	38,659	39,294	8,5%	1,6%

Ensemble des actifs financiers

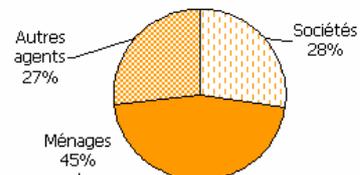


Structure des actifs financiers

Structure par nature

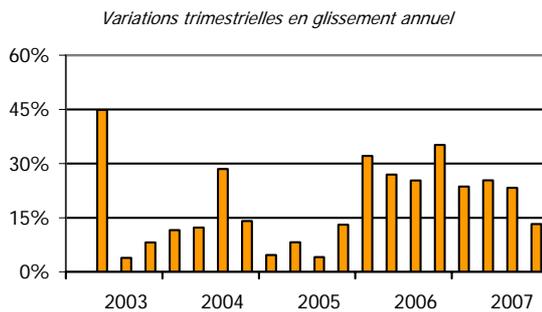
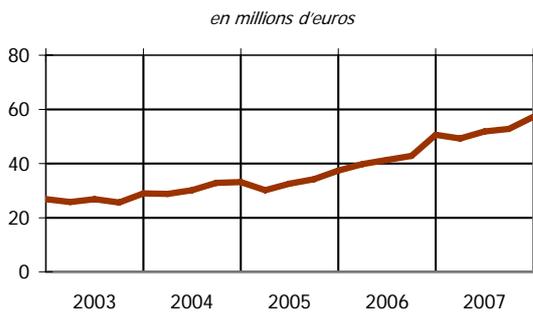


Structure par agent

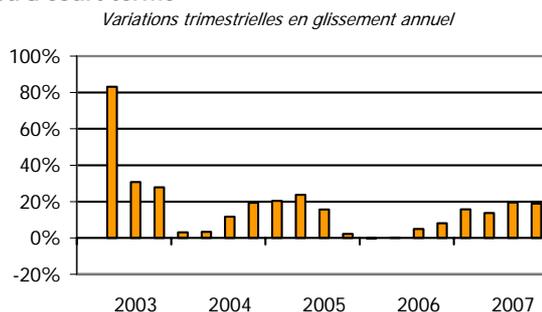


Les placements des ménages

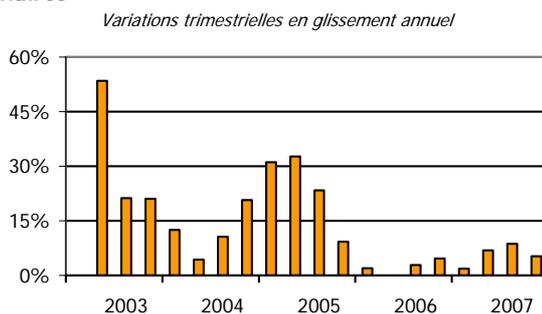
Dépôts à vue



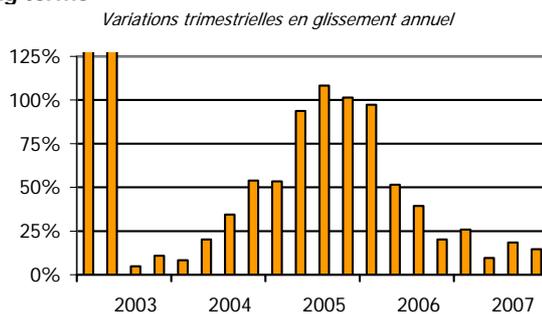
Placements liquides ou à court terme



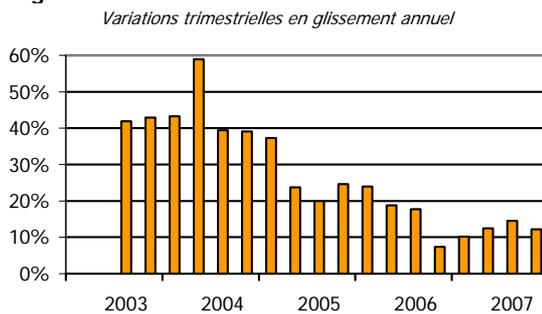
Livrets ordinaires



Épargne à long terme

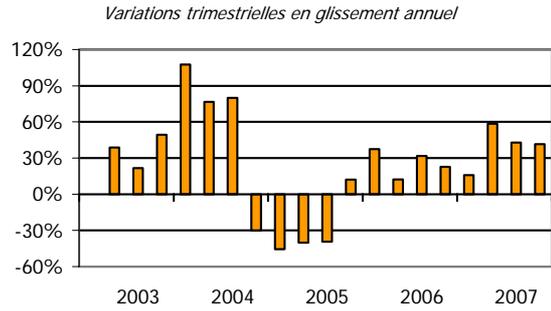


Plans d'épargne logement

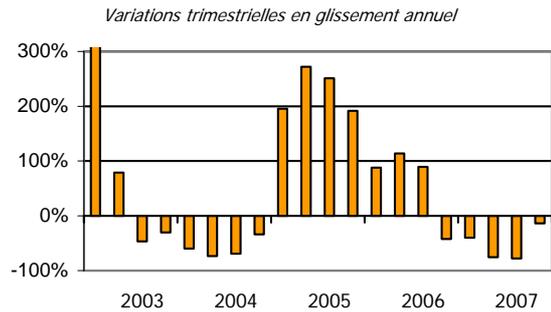
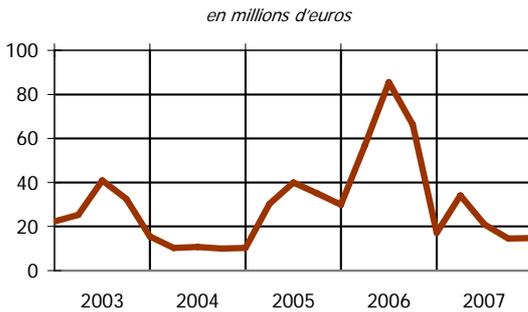


Les disponibilités des entreprises

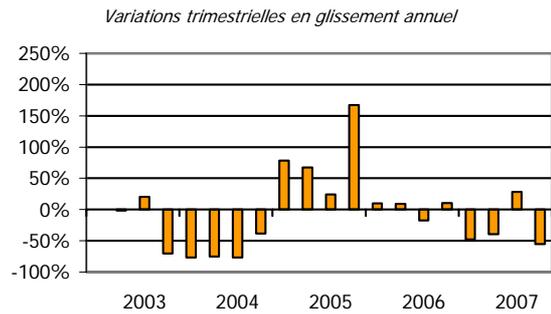
Dépôts à vue



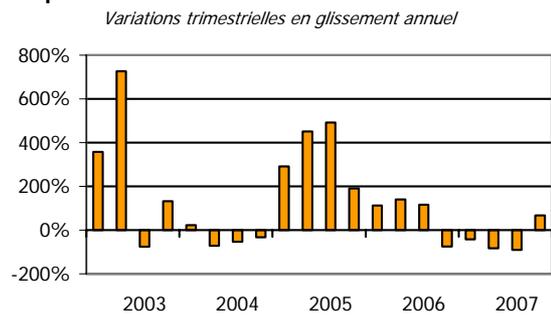
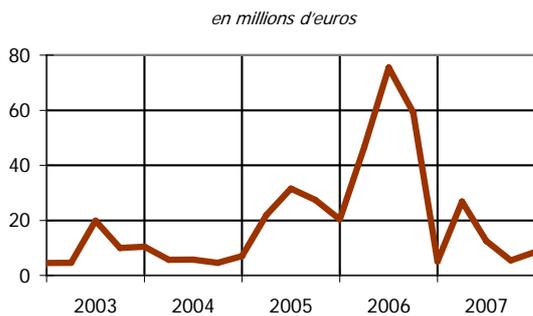
Placements liquides ou à court terme



Dépôts à terme

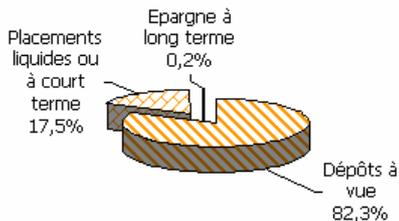


Certificats de dépôt

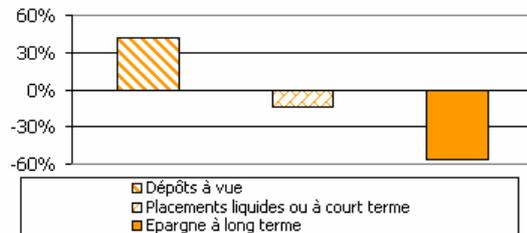


Structure des actifs financiers des entreprises par nature

Actifs financiers des entreprises



Variations en glissement annuel - 4ème trim. 2007

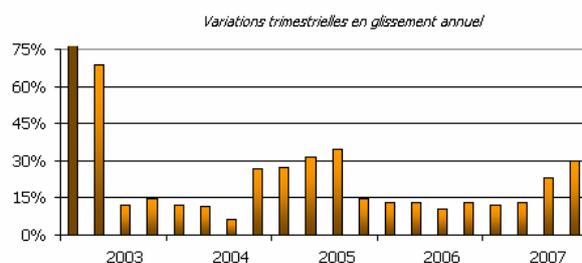


4. LES PASSIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

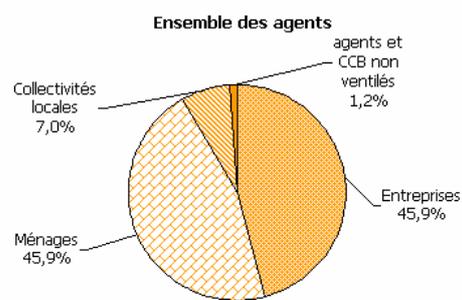
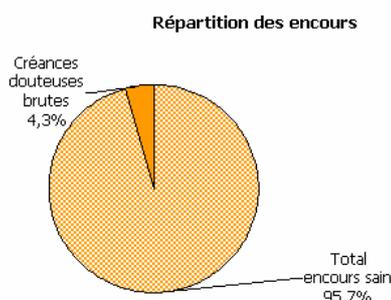
4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

	Montants en millions au									Variations	
	31-déc.-02	31-déc.-03	31-déc.-04	31-déc.-05	31-déc.-06	31-mars-07	30-juin-07	30-sept.-07	31-déc.-07	1 an	1 trim.
Entreprises	81,191	88,603	98,788	112,172	132,134	130,172	143,827	162,175	170,792	29,3%	5,3%
Crédits d'exploitation	15,491	16,420	19,748	22,065	27,315	21,536	25,119	36,650	36,496	33,6%	-0,4%
Créances commerciales	3,408	4,477	4,610	3,594	5,401	4,632	4,486	6,047	5,944	10,1%	-1,7%
Crédits de trésorerie	7,714	8,131	10,159	13,451	13,463	11,423	13,073	14,729	16,140	19,9%	9,6%
dont entrepreneurs individuels	1,216	1,206	1,200	2,084	1,898	2,100	2,339	2,919	2,866	51,0%	-1,8%
Comptes ordinaires débiteurs	4,369	3,812	4,979	5,020	8,451	5,481	7,560	15,874	14,412	70,5%	-9,2%
Affacturage										-	-
Crédits d'investissement	57,398	64,262	76,629	85,483	96,610	100,190	104,824	110,971	118,279	22,4%	6,6%
Crédits à l'équipement	55,215	61,289	73,684	78,947	87,845	90,832	94,936	100,308	106,862	21,6%	6,5%
dont entrepreneurs individuels	7,621	12,213	8,794	7,533	7,037	7,005	6,906	6,963	7,953	13,0%	14,2%
Crédit-bail	2,183	2,973	2,945	6,536	8,765	9,358	9,888	10,663	11,417	30,3%	7,1%
Crédits à l'habitat	8,302	7,921	2,411	4,594	7,542	7,779	13,177	13,735	15,540	106,0%	13,1%
Autres crédits				0,030	0,667	0,667	0,707	0,819	0,477	-28,5%	-41,8%
Ménages	62,492	75,965	97,439	116,307	132,581	134,127	143,151	153,619	170,639	28,7%	11,1%
Crédits à la consommation	38,643	44,734	58,147	67,005	72,848	74,148	80,921	88,591	94,534	29,8%	6,7%
Crédits de trésorerie	34,539	40,433	54,066	60,160	64,862	65,549	71,293	78,841	84,933	30,9%	7,7%
Comptes ordinaires débiteurs	3,847	4,278	4,028	3,481	3,248	3,614	4,596	4,597	4,445	36,9%	-3,3%
Crédit-bail	0,257	0,023	0,053	3,364	4,738	4,985	5,032	5,153	5,156	8,8%	0,1%
Crédits à l'habitat	23,849	31,159	39,292	49,217	59,154	59,979	62,165	65,011	76,105	28,7%	17,1%
Autres crédits		0,072		0,085	0,579		0,065	0,017		-100,0%	-100,0%
Collectivités locales	3,556	3,329	19,546	17,955	15,82	14,544	6,962	9,9	26,118	65,1%	163,8%
Crédits d'exploitation	0,008	1,153	0,467	0,038		0,001	0,001	2,550	16,943	-	564,4%
Crédits de trésorerie									14,230	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	0,008	1,153	0,467	0,038		0,001	0,001	2,550	2,713	-	6,4%
Crédits d'investissement	2,786	2,176	14,452	13,541	11,714	10,437	6,961	7,350	6,175	-47,3%	-16,0%
Crédits à l'équipement	2,771	2,176	14,452	13,532	11,700	10,426	6,951	7,291	6,120	-47,7%	-16,1%
Crédit-bail	0,015			0,009	0,014	0,011	0,010	0,059	0,055	292,9%	-6,8%
Crédits à l'habitat			4,627	4,376	4,106	4,106				-100,0%	-
Autres crédits	0,762								3,000	-	-
Autres agents et CCB non ventilés	4,559	6,333	4,794	6,202	5,405	6,95	7,313	5,609	4,464	-17,4%	-20,4%
Total encours sain	151,798	174,23	220,567	252,636	285,94	285,793	301,253	331,303	372,013	30,1%	12,3%
Créances douteuses brutes	7,555	8,224	10,050	10,687	11,731	12,829	14,420	14,834	16,759	42,9%	13,0%
Créances douteuses nettes	4,430	3,974	4,080	5,281	5,852	6,303	8,243	8,473	10,267	75,4%	21,2%
dont entreprises	2,982	2,188	2,138	2,758	3,340	4,007	5,151	5,498	6,828	104,4%	24,2%
dont ménages	1,422	1,756	1,846	2,454	2,423	2,205	2,920	2,824	3,071	26,7%	8,7%
Provisions	3,125	4,250	5,970	5,406	5,879	6,526	6,177	6,361	6,492	10,4%	2,1%
Total encours brut	159,353	182,454	230,617	263,323	297,671	298,622	315,673	346,137	388,772	30,6%	12,3%
Taux de créances douteuses	4,7%	4,5%	4,4%	4,1%	3,9%	4,3%	4,6%	4,3%	4,3%	0,4	0,0
Taux de provisionnement	41,4%	51,7%	59,4%	50,6%	50,1%	50,9%	42,8%	42,9%	38,7%	-11,4	-4,1

Encours de crédit sain des EC locaux

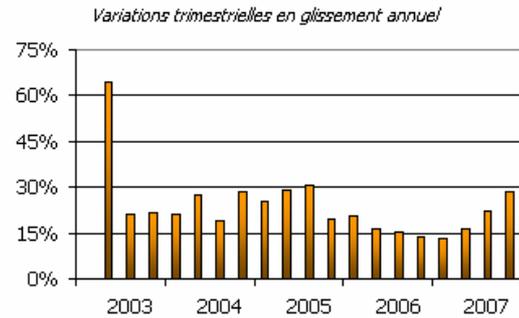


Structure des passifs financiers

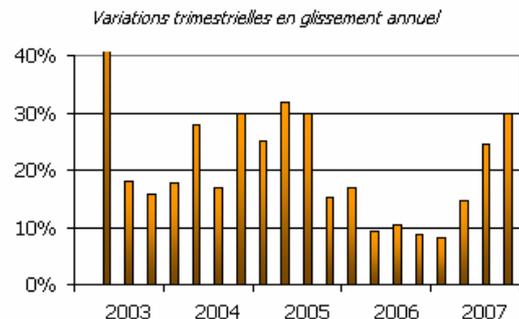


L'endettement des ménages

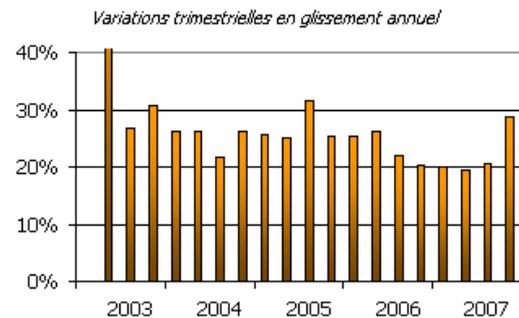
Ensemble des concours



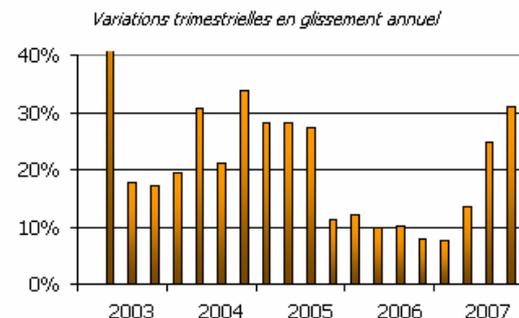
Crédits à la consommation



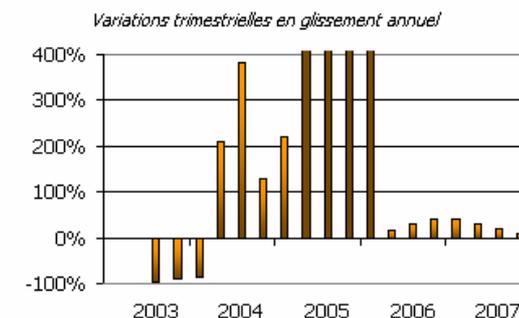
Crédits à l'habitat



Crédits de trésorerie

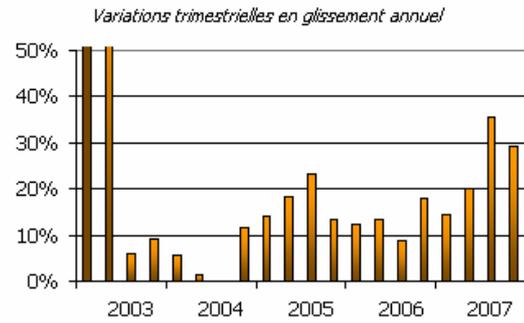


Crédit-bail

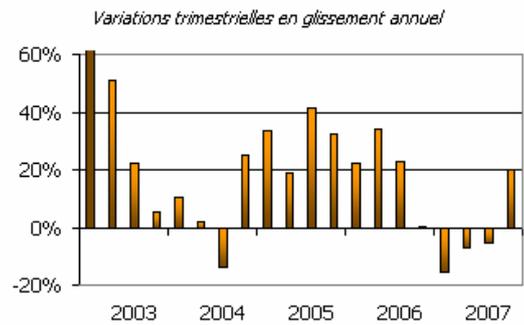


L'endettement des entreprises

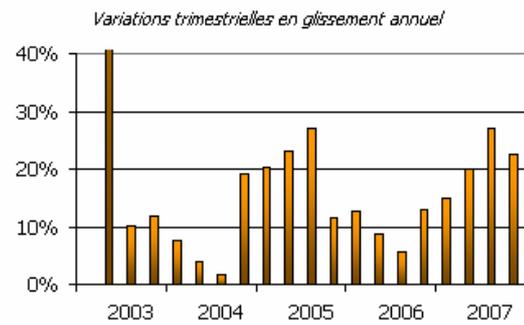
Ensemble des concours



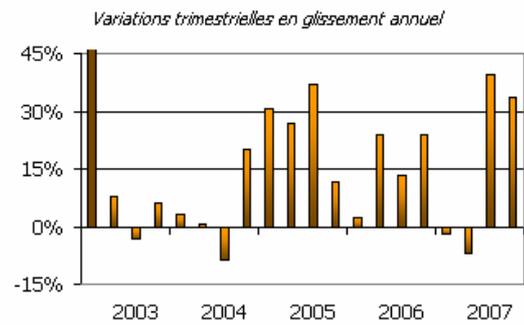
Crédits de trésorerie



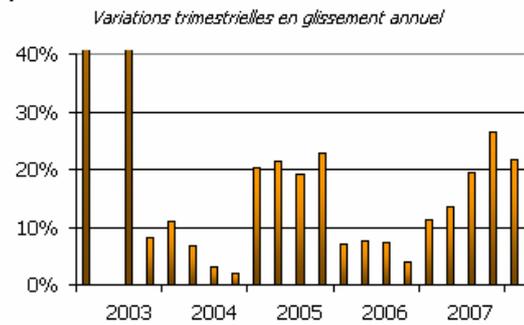
Crédits d'investissement



Crédits d'exploitation



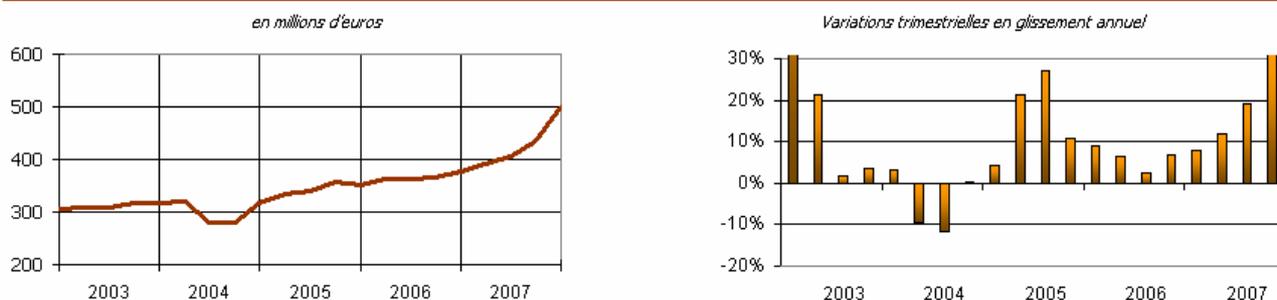
Crédits d'équipement



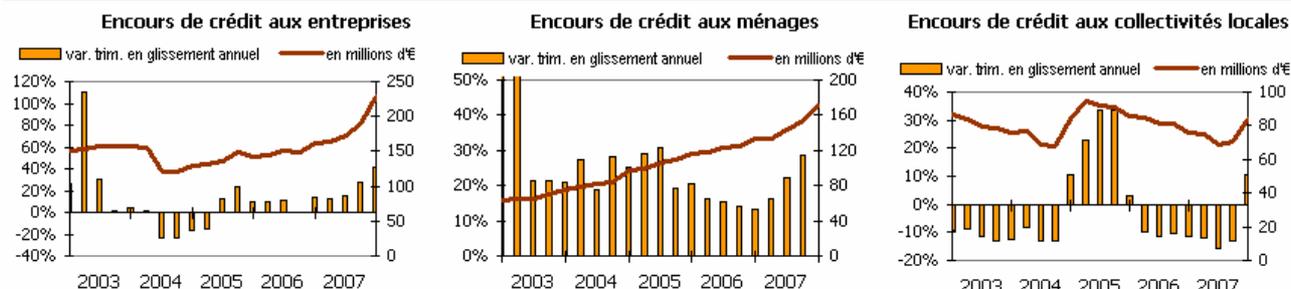
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions au									Variations	
	31-déc.-02	31-déc.-03	31-déc.-04	31-déc.-05	31-déc.-06	31-mars-07	30-juin-07	30-sept.-07	31-déc.-07	1 an	1 trim.
Entreprises	150,836	156,684	129,786	142,206	161,63	162,724	173,029	190,325	227,442	40,7%	19,5%
Crédits d'exploitation	15,491	16,420	19,748	22,065	27,541	21,687	25,726	37,077	37,105	34,7%	0,1%
Créances commerciales	3,408	4,477	4,610	3,594	5,401	4,632	4,486	6,047	5,944	10,1%	-1,7%
Crédits de trésorerie	7,714	8,131	10,159	13,451	13,463	11,423	13,074	14,730	16,140	19,9%	9,6%
dont entrepreneurs individuels	1,216	1,206	1,200	2,084	1,898	2,100	2,340	2,920	2,866	51,0%	-1,8%
Comptes ordinaires débiteurs	4,369	3,812	4,979	5,020	8,451	5,481	7,944	15,874	14,412	70,5%	-9,2%
Affecturage					0,226	0,151	0,222	0,426	0,609	169,5%	43,0%
Crédits d'investissement	73,507	79,820	77,889	86,878	98,440	105,378	106,452	112,278	130,506	32,6%	16,2%
Crédits à l'équipement	71,324	76,847	74,944	80,342	89,387	95,737	96,222	100,961	118,386	32,4%	17,3%
dont entrepreneurs individuels	7,621	12,213	8,794	7,533	7,082	7,050	6,979	7,033	8,024	13,3%	14,1%
Crédit-bail	2,183	2,973	2,945	6,536	9,053	9,641	10,230	11,317	12,120	33,9%	7,1%
Crédits à l'habitat	57,356	56,317	28,416	29,888	32,039	32,154	37,412	37,477	56,838	77,4%	51,7%
Autres crédits	4,482	4,127	3,733	3,375	3,610	3,505	3,439	3,493	2,993	-17,1%	-14,3%
Ménages	62,493	75,966	97,44	116,307	132,581	134,127	143,151	153,619	170,639	28,7%	11,1%
Crédits à la consommation	38,643	44,734	58,147	67,005	72,848	74,148	80,921	88,591	94,534	29,8%	6,7%
Crédits de trésorerie	34,539	40,433	54,066	60,160	64,862	65,549	71,293	78,841	84,933	30,9%	7,7%
Comptes ordinaires débiteurs	3,847	4,278	4,028	3,481	3,248	3,614	4,596	4,597	4,445	36,9%	-3,3%
Crédit-bail	0,257	0,023	0,053	3,364	4,738	4,985	5,032	5,153	5,156	8,8%	0,1%
Crédits à l'habitat	23,850	31,160	39,293	49,217	59,154	59,979	62,165	65,011	76,105	28,7%	17,1%
Autres crédits		0,072		0,085	0,579		0,065	0,017		-100,0%	-100,0%
Collectivités locales	86,446	75,612	83,511	85,942	76,173	74,832	68,669	70,703	84,351	10,7%	19,3%
Crédits d'exploitation	0,008	1,153	0,467	0,038		0,001	0,001	2,550	16,943	-	564,4%
Crédits de trésorerie									14,230	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	0,008	1,153	0,467	0,038		0,001	0,001	2,550	2,713	-	6,4%
Crédits d'investissement	49,351	42,448	50,673	57,982	52,720	51,378	51,238	50,723	48,899	-7,2%	-3,6%
Crédits à l'équipement	49,336	42,448	50,673	57,973	52,706	51,367	51,228	50,664	48,844	-7,3%	-3,6%
Crédit-bail	0,015		0,009	0,014		0,011	0,010	0,059	0,055	292,9%	-6,8%
Crédits à l'habitat	0,062	0,046	4,627	4,376	4,106	4,106				-100,0%	-
Autres crédits	37,025	31,965	27,744	23,546	19,347	19,347	17,430	17,430	18,509	-4,3%	6,2%
Autres agents de CCB non ventilés	6,630	9,552	7,47	8,333	7,057	20,099	20,731	19,409	17,732	151,3%	-8,6%
Total encours sain	306,405	317,814	318,207	352,788	377,441	391,782	405,58	434,056	500,164	32,5%	15,2%
Créances douteuses brutes	8,124	8,837	46,082	42,626	41,802	39,802	50,809	45,469	17,043	-59,2%	-62,5%
Créances douteuses nettes	4,991	4,239	21,849	14,597	28,951	26,304	37,997	32,473	10,551	-63,6%	-67,5%
dont entreprises	3,544	2,453	19,204	11,421	26,439	24,008	34,905	29,498	7,112	-73,1%	-75,9%
dont ménages	1,422	1,756	1,846	2,454	2,423	2,205	2,920	2,824	3,071	26,7%	8,7%
Provisions	3,133	4,598	24,233	28,029	12,851	13,498	12,812	12,996	6,492	-49,5%	-50,0%
Total encours brut	314,529	326,651	364,289	395,414	419,243	431,584	456,389	479,525	517,207	23,4%	7,9%
Taux de créances douteuses	1,6%	1,7%	8,9%	8,2%	8,1%	7,7%	9,8%	8,8%	3,3%	-4,8	-5,5
Taux de provisionnement	18,4%	27,0%	142,2%	164,5%	75,4%	79,2%	75,2%	76,3%	38,1%	-37,3	-38,2

Encours de crédit sain total



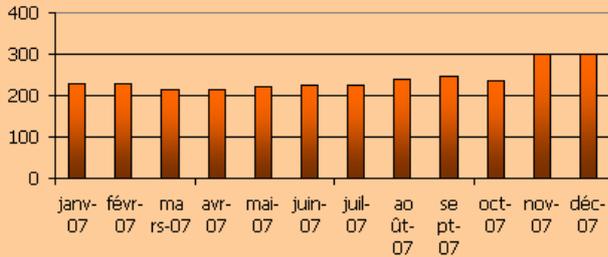
Concours consentis par les EC



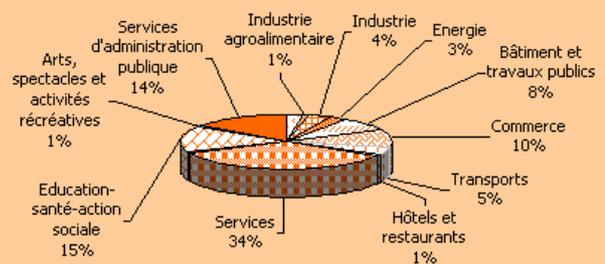
5. RISQUES SECTORIELS

Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France

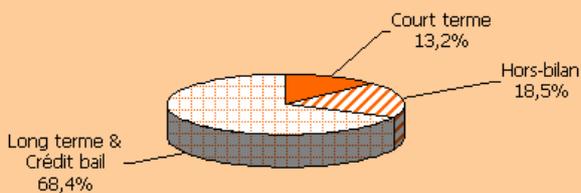
Risques en millions d'euros



Répartition des risques par secteur au 31 décembre 2007

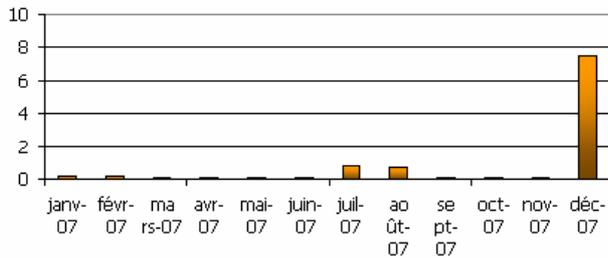


Répartition des risques par secteur au 30 septembre 2007

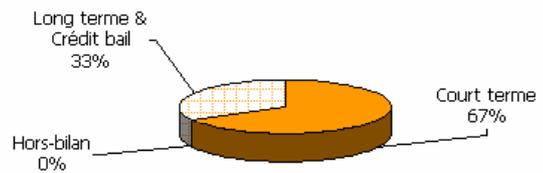


Risques bancaires sur le secteur primaire

Risques en millions d'euros

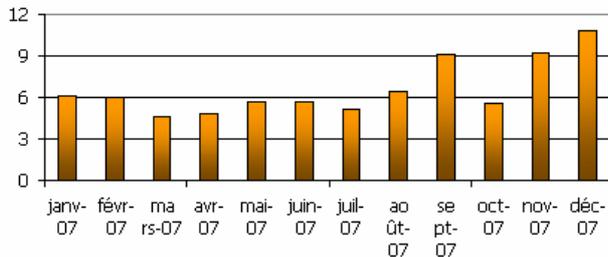


Répartition des risques par secteur au 31 décembre 2007

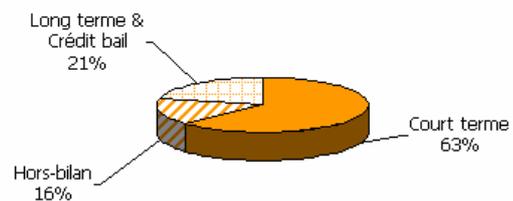


Risques bancaires sur le secteur de l'industrie (hors industrie agroalimentaire)

Risques en millions d'euros

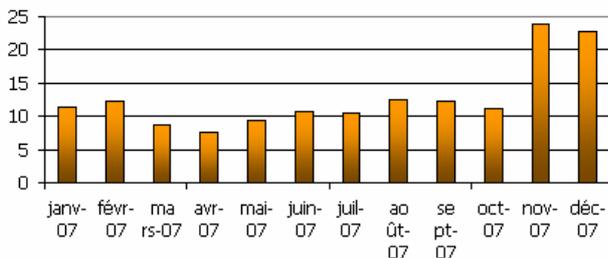


Répartition des risques par secteur au 31 décembre 2007

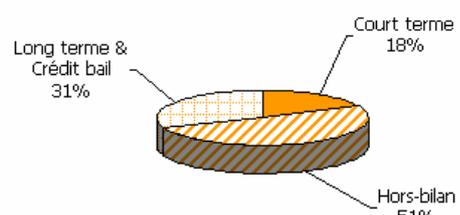


Risques bancaires sur le secteur du bâtiment et des travaux publics

Risques en millions d'euros

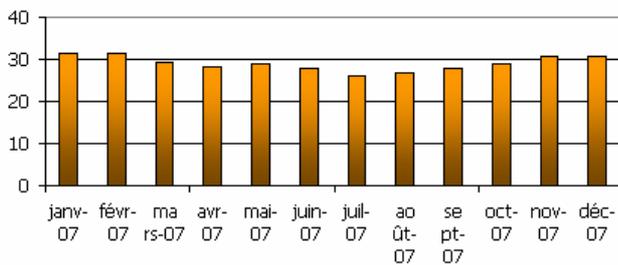


Répartition des risques par secteur au 31 décembre 2007

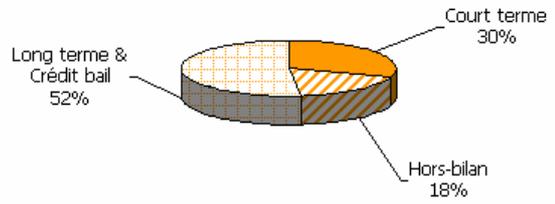


Risques bancaires sur le secteur du commerce

Risques en millions d'euros

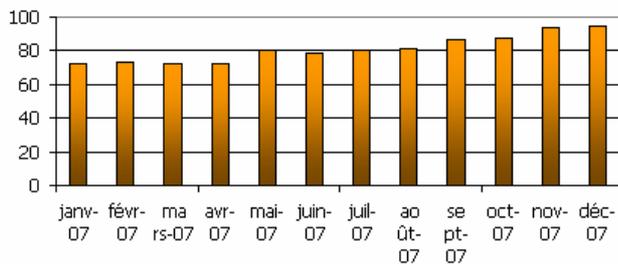


Répartition des risques par secteur au 31 décembre 2007

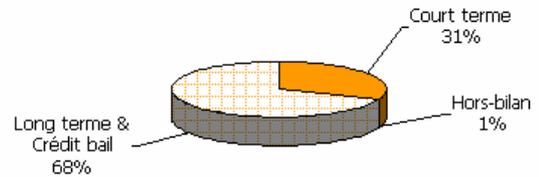


Risques bancaires sur le secteur de l'immobilier

Risques en millions d'euros

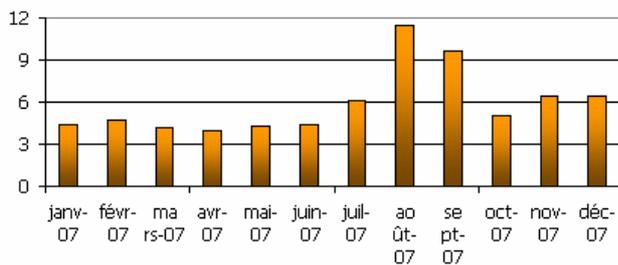


Répartition des risques par secteur au 31 décembre 2007

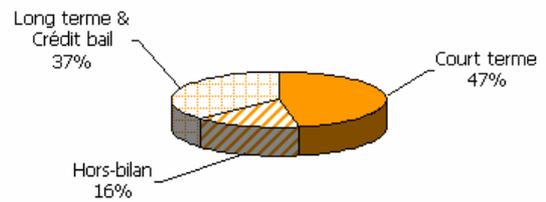


Risques bancaires sur le secteur des services (hors activités immobilières)

Risques en millions d'euros

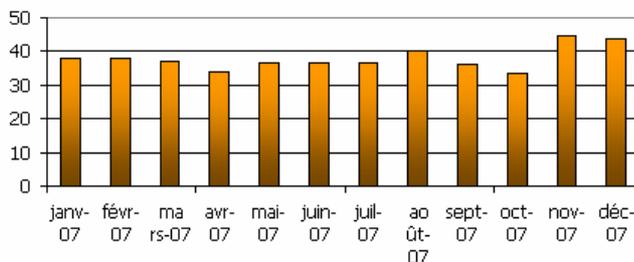


Répartition des risques par secteur au 31 décembre 2007

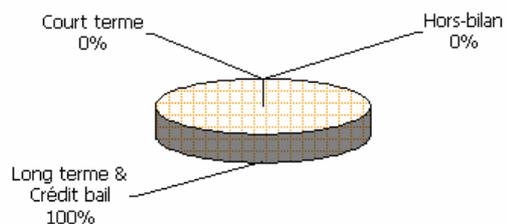


Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques

Risques en millions d'euros



Répartition des risques par secteur au 31 décembre 2007



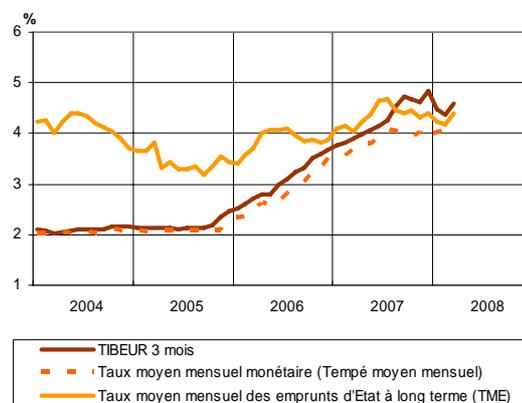
6. RAPPEL DES TAUX

6.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/06/2007)	4,00%
Taux de la facilité de dépôt (13/06/2007)	3,00%
Taux de la facilité de prêt (13/06/2007)	5,00%

TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2008 (JO du 23/02/2008)	3,99%
ANNEE 2007 (JO du 21/02/2007)	2,95%

6.2 Principaux taux de marché



6.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégorie	Plafond de l'usure application à compter						
	du 1er trimestre 2007	du 2e trimestre 2007	du 3e trimestre 2007	du 4e trimestre 2007	du 1er trimestre 2008	du 2e trimestre 2008	
PARTICULIERS	Prêts immobiliers aux particuliers						
	- Prêts à taux fixe	6,39%	6,27%	6,41%	6,63%	7,12%	7,25%
	- Prêts à taux variable	6,12%	6,24%	6,53%	6,72%	7,05%	7,16%
	- Prêts relais	6,21%	6,35%	6,48%	6,53%	7,00%	7,25%
	Autres prêts						
- Prêts < ou = à 1 524 €* - Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1 524 € (*) - Prêts personnels et autres prêts > à 1524 €	20,76%	20,33%	20,39%	20,49%	20,88%	20,60%	
ENTREPRISES	Prêts aux entreprises **						
	- Découverts en compte***	14,19%	14,44%	14,48%	14,61%	14,71%	14,29%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(**) Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale

(***) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

7. MONNAIE FIDUCIAIRE

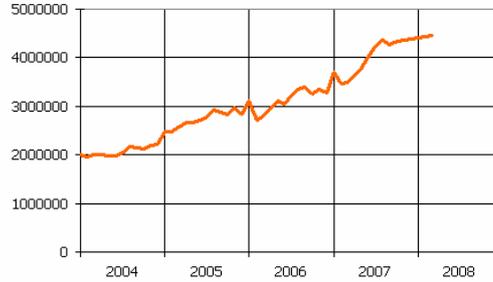
7.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets au 28 février 2008

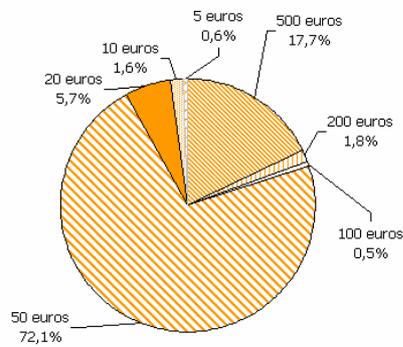
en millions d'Euros



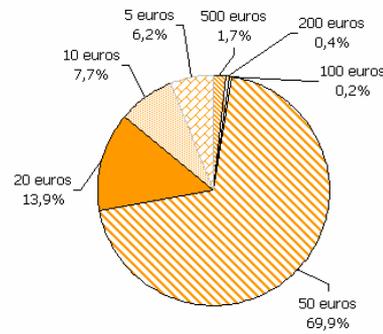
en nombre



Répartition des billets en valeur



Répartition des billets en volume



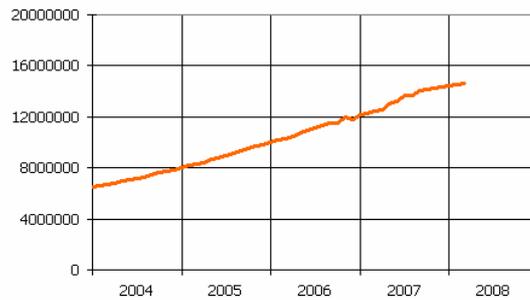
7.2 Emission mensuelle de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces au 28 février 2008

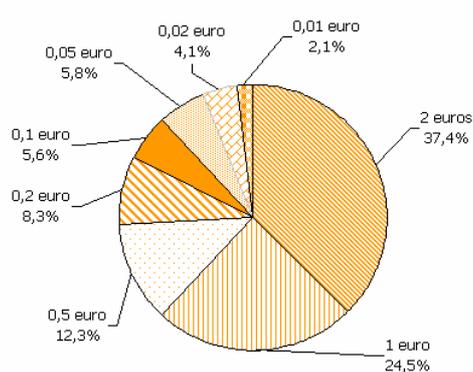
en milliers d'Euros



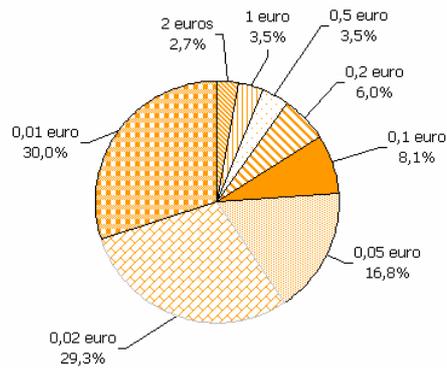
en nombre



Répartition des pièces en valeur



Répartition des pièces en volume



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
Av de la Préfecture – B.P. 500 - 97600 Mamoudzou

Téléphone : 0269.61.05.05 – télécopie : 0269.61.05.02
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : T. BELTRAND
Editeur : IEDOM
Achevé d'imprimer le 04 AVRIL 2008
Dépôt légal : 04 AVRIL 2008 - n° ISSN : 0296-3116